

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 25/05/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Partie nominative

Hensel Recycling France

10 rue de la Plucharde

21110 Bretenière

Affaire suivie par : OLIVIER Charles

Téléphone : 03 39 59 64 44

Courriel : charles.olivier@developpement-durable.gouv.fr

Références : 0005403277/2023-203

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 15/05/2023 de l'établissement Hensel Recycling France implanté 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- M. OLIVIER Charles, Service de prévention des risques, DPPI, inspecteur de l'environnement
- M. MARION Stephane, Unité départementale de la Côte-d'Or, Subdivision 2, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. Philippe DELAGE, Gérant de la société Hensel Recycling France

Le courriel d'échange avec l'administration est p.delage@hensel-recycling.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Signature numérique de Charles OLIVIER charles.olivier Date : 2023.05.30 10:28:04 +02'00' OLIVIER Charles	L'inspecteur de l'environnement Matthieu PETIT matthieu. petit  Signature numérique de Matthieu PETIT matthieu.petit Date : 2023.05.30 10:58:55 +02'00' PETIT Mathieu	L'inspecteur de l'environnement  SOWINSKI Séverine

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 15/05/2023 de l'établissement Hensel Recycling France implanté 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article : 1er

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Hensel Recycling France

10 rue de la Plucharde

21110 Bretenière

Références : 0005403277/2023-203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement Hensel Recycling France implanté 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée que des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) auraient transité sans notification préalable (règlement européen sur les transferts transfrontaliers de déchets) entre la Réunion et la France, avec escales dans d'autres pays. Cette inspection visait à caractériser le contenu des containers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Hensel Recycling France
- 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière
- Code AIOT : 0005403277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Hensel Recycling France est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mars 2014. Le site de Bretenière compte 12 employés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets entrants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au moment de la visite, les conteneurs avaient déjà été déchargés et les pots catalytiques réceptionnés placés dans des bennes étanches.

Il est en revanche constaté que les pots en provenance de la Réunion n'ont pas fait l'objet d'une pesée puisque le registre des déchets entrants ne comporte pas cette information.

Le registre des déchets devra comporter l'ensemble des éléments réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet . <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³. <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B

du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

En date du 15/05/2022 le site a réceptionné deux containers du producteur Covaldec, de poids respectifs égaux à 5.4 et 6.8 tonnes de pots catalytiques d'après le logiciel GISTRID ainsi que des annexes III-B du règlement européen 1013/2006 sur les TTD.

Ce point n'a pu être vérifié dans le registre des déchets entrants.

L'exploitant a indiqué par mail, suite à l'inspection, que la réception informatique des pots catalytiques de Covaldec n'avait pas été effectuée « par manque de temps ». Il est à noter que les pesées pour cinq arrivées le même jour ont en revanche pu être réalisées.

Le registre déchet ne comporte pas les éléments suivants :

- les adresse, raison sociale et Siret de l'établissement expéditeur des déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement ;
- le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006.

L'exploitant indique qu'aucun des deux containers ne contenait de D3E ou de cartes électroniques en mélanges avec les pots.

Il a été constaté durant la visite que les pots déchargés avaient été conditionnés dans des bennes étanches, entreposées dans le bâtiment de transit. Ces dernières sont étiquetées (informations : poids, code déchet 160807*, adresse de production du déchet, raison sociale du producteur) et ont pu faire l'objet d'un examen visuel montrant qu'elles contenaient uniquement des pots catalytiques.

Outre les déchargements faisant l'objet de la présente visite d'inspection, le site réceptionne également des composants issus du démantèlement des DEEE, notamment en provenance de la société COVALDEC. Effectivement le registre des déchets indique la réception, en date du 15/09/2022, d'une quantité de 713.16 kg de déchet de cartes électroniques classés en code déchets 16 02 16. Selon l'exploitant l'expéditeur des déchets exerce une activité de négoce d'équipements prélevés sur des D3E (tel que des cartes électroniques), il ne s'agit donc pas de D3E à proprement parlé.

Ces composants gardent néanmoins un statut de déchet et doivent donc être exportés conformément au règlement européen 1013/2006 sur les TTD. D'après l'annexe III du règlement, listant les déchets devant faire l'objet d'une information préalable au pays destinataire, ce type de déchet est bien concerné et ne nécessite pas de notification préalable : *extrait de l'annexe III : « GC020 : Electronic scrap (e.g. printed circuit boards, electronic components, wire, etc.) and reclaimed electronic components suitable for base and precious metal recovery ».*

Concernant le déchargement de COVALDEC décrit ci-dessus, et comportant uniquement des composants issus du démantèlement de D3E, une information via l'annexe VII du règlement TTD a bien été complétée et n'appelle pas de commentaires. Cette dernière est transmise par l'exploitant durant l'inspection.

Le jour de la visite, il a été observé sur site la présence de ce type de déchets (composants issus du

démantèlement des DEEE) constitués principalement de cartes électroniques et d'alimentations pour unités centrales réceptionnées le matin même. Le registre des déchets indique la réception de deux chargements de D3E en provenance du producteur « LEPICIER » d'une quantité de 246 kg et 951 kg respectivement.

Non conformité n°1 : L'exploitant veillera à compléter son registre avec :

- **les pesées des tonnages réceptionnées le 15/05/2023 dont le producteur est la société COVALDEC ;**
- **les éléments conformes aux prescriptions de l'arrêté du 31/05/2021.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet